

américaine au Canada à dépenser 80 millions de dollars, ce qui suscitera probablement de l'inflation? Cet argent n'est pas emprunté de la population canadienne. Voilà mon point. Si cet argent était emprunté de la population canadienne, au moyen de l'émission d'obligations, la situation serait différente; la mesure serait alors antiinflationniste.

L'hon. M. Harris: Quant à la première question, je suis parfaitement disposé à déclarer que j'ai été informé de la décision avant qu'elle soit prise. Quant à la dernière question, on m'a également informé que le prêt de 80 millions ne favoriserait pas l'inflation.

M. Coldwell: Je me demande sur quelles raisons s'appuyait cette opinion? Le ministre peut-il nous le dire?

L'hon. M. Harris: Monsieur l'Orateur, je discuterai volontiers cette question lors de l'étude de mes crédits.

L'hon. M. Rowe: Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une autre question au ministre. Il a dit qu'il songerait à l'idée de relever le taux d'intérêt sur les épargnes, comme moyen d'enrayer l'inflation. Le ministre des Finances n'adresse-t-il pas de recommandations ou de conseils à la Banque du Canada?

L'hon. M. Harris: Je répète, monsieur l'Orateur, que je discuterai volontiers cette question lors de l'examen de mes crédits. Dans l'intervalle, je pense que nous réaliserons un peu plus de progrès si mon honorable ami veut se donner la peine de lire la loi, afin de se renseigner sur la répartition des responsabilités entre la Banque et le Gouvernement.

L'hon. M. Rowe: Je posais la question au ministre, car je croyais qu'il était peut-être au courant de ses obligations.

LES OBLIGATIONS DE LA VICTOIRE—INTERPELLATION AU SUJET DES RAISONS MOTIVANT LE RETRAIT DU SOUTIEN PAR L'ÉTAT

A l'appel de l'ordre du jour.

M. C. W. Hodgson (Victoria-Ontario): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Finances. J'aimerais savoir pourquoi le Gouvernement a retiré le soutien qu'il accordait aux émissions d'obligations de la victoire de 1942, 1943, 1944 et 1945?

L'hon. W. E. Harris (ministre des Finances): Je ne suis pas au courant de la question; je me renseignerai.

M. Hodgson: Vous devriez être au courant parce que ces obligations sont descendues à 85c. ce matin.

[M. Coldwell.]

L'IMMIGRATION

AIDE SUPPLÉMENTAIRE EN VUE DE L'ÉTABLISSEMENT DES FAMILLES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. F. S. Zaplitny (Dauphin): Puis-je poser au ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration une question qui découle de ce qu'il a dit à la Chambre il y a quelque temps à propos du paiement de certaines allocations à l'égard des enfants de familles d'immigrants. Voici ce que je veux savoir. A-t-on commencé ces paiements? Sinon, quand le ministre suppose-t-il qu'ils commenceront d'être versés?

L'hon. J. W. Pickersgill (ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, dès que la Chambre se mettra au travail, je suppose, et qu'elle votera les crédits nécessaires à cette fin.

M. Fleming: C'est le maître d'école qui parle.

M. Knowles: Monsieur l'Orateur, je désire poser une question...

M. l'Orateur: Il semble que l'honorable député de Dauphin a une autre question à poser.

M. Knowles: Très bien.

M. Zaplitny: Oui, monsieur l'Orateur, voici mon autre question. Le ministre se propose-t-il de présenter un projet de loi afin de mettre ce programme en œuvre ou est-il possible de verser ces allocations sans modifier la loi sur l'immigration.

L'hon. M. Pickersgill: Il faudra que les crédits soient votés.

M. Zaplitny: Puis-je poser une autre question? Le ministre n'a pas répondu à ma question. Je demandais si l'on peut maintenant donner suite à ce principe sans modifier la loi sur l'immigration.

L'hon. M. Pickersgill: J'ai répondu, monsieur l'Orateur.

Des voix: Non.

LES INONDATIONS

SASKATCHEWAN—INTERPELLATION SUR LE MONTANT DU VERSEMENT FÉDÉRAL D'ASSISTANCE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. E. G. McCullough (Moose-Mountain): J'aimerais poser une question au premier ministre. Le premier ministre pourrait-il nous dire si, vu la générosité manifestée par le Gouvernement quant au pipe-line transcanadien, le Gouvernement en est arrivé à la conclusion que les maigres \$100,000 versés par